

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(Commun à tous les lots)

(C.C.A.P.)

Le pouvoir adjudicateur : Commune de Châteaufort (78117)

**Commune de Châteaufort
Service Urbanisme/Marchés publics
Mairie de Châteaufort
19, Place St Christophe
78117 Châteaufort**

**EQUIPEMENT DE LA SALLE DU DOMAINE D'ORS
Domaine d'Ors - Châteaufort (78117)**

**Procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016
relatif aux Marchés Publics**

Date et heure limites de remise des offres : 30 Janvier 2019 à 14h00

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

1. - Objet du marché
2. - Décomposition du marché
 - 2.1. - Allotissement
 - 2.2. - Forme du marché
 - 2.3. – Variantes et options (Prestations supplémentaires éventuelles)
3. - Obligations du titulaire
 - 3.1. - Pièces contractuelles
 - 3.2. - Protection de la main d'œuvre et clause sociale
 - 3.3. - Réparation des dommages
 - 3.4. - Assurances
 - 3.5. - Autres obligations
4. - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations
 - 4.1. - Durée du marché - Délai d'exécution
 - 4.2. - Exécution complémentaire
 - 4.3. - Pénalités de retard
 - 4.4. - Prolongation du délai d'exécution
5. - Prix et règlement
 - 5.1. - Contenu des prix
 - 5.2. - Variation des prix
 - 5.3. - Modalités de règlement
 - 5.4. - Périodicité des paiements
 - 5.5. - Avance
 - 5.6. - Sûretés
 - 5.7. - Répartition des dépenses communes de chantier
 - 5.8. - Approvisionnements
 - 5.9. - Pénalités autres que retard et réfections
6. - Conditions d'exécution des prestations
 - 6.1. – Mode d'exécution des travaux
 - 6.2. - Lieu d'exécution
 - 6.3. – Domicile de l'entreprise
 - 6.4. - Intervenants
 - 6.5. - Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux
 - 6.6. - Implantation des ouvrages
 - 6.7. - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux
 - 6.8. - Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail
 - 6.9. - Mesures d'ordre social
 - 6.10. - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers
 - 6.11. - Registre de chantier
 - 6.12. - Clauses techniques
 - 6.13- Ordre de service
7. - Réception et garanties
 - 7.1. - Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux
 - 7.2. - Réception
 - 7.3. - Documents fournis après exécution
 - 7.4. - Garantie de parfait achèvement
 - 7.5. - Garanties particulières
8. - Résiliation
9. - Litiges et différends
10. - Dérogations aux documents généraux Article 1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

La présente consultation concerne l'équipement de la salle des fêtes du Domaine d'Ors.

Article 2 - Décomposition du marché

2-1-Allotissement

Les prestations du marché font l'objet de 5 lots détaillés comme suit :

- Lot 01 : Sonorisation
- Lot 02 : Videoprojection
- Lot 3 : Ecran de projection
- Lot 4 : Eclairages
- Lot 5 : Porteuses scéniques et pendrillons

Le marché pourra être conclu :

- soit avec des entreprises agissant seules
- soit avec un groupement d'entreprises solidaires

Les candidatures peuvent concerner :

- Un lot
- La totalité des lots
- Plusieurs lots

2-2-Forme du marché

Le présent marché n'est pas décomposé en tranches.

2-3-Variantes

2-3-1-Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Article 3 - Obligations du titulaire

3-1-Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

Pièces particulières :

- le règlement de la consultation,
- les actes d'engagement,
- les Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.),
- le CCAP,
- les CCTP,
- le mémoire technique du titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants, postérieurs à la notification du marché
- les plans.

Pièces générales :

Le document applicable est celui en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 5.3.1 du présent C.C.A.P. :

- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G. / F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009.

Est réputée non écrite toute mention figurant dans les documents établis par le Titulaire qui serait contraire aux clauses de l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, du C.C.A.P, du C.C.T.P. et son annexe ou du C.C.A.G. / F.C.S.

Notamment, le Titulaire ne peut faire valoir ses propres conditions de vente que dans la mesure où celles-ci ne contredisent pas les stipulations contenues dans les documents contractuels énumérés ci-dessus, ou seraient plus favorables à la commune.

3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3-3-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le représentant du pouvoir adjudicateur, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

3-4-Assurances

Le titulaire ainsi que ses sous-traitants éventuels doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Il doit justifier dans un délai de dix jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Cette obligation est sans objet si les attestations fournies le cas échéant, lors de la consultation demeurent en vigueur.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-5-Autres obligations

3-5-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 134 à 137 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 51 et 134 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 48 du CCAG Travaux).

3-5-2-Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

c) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

3-5-3-Obligations diverses

La responsabilité de l'entrepreneur s'étend à ses ouvriers, aux tiers, aux ouvrages publics et aux biens privés ; elle reste entière même après paiement des travaux exécutés.

L'entrepreneur ne pourra rejeter cette responsabilité sur la commune, celle-ci ne devant en aucun cas être tenue pour responsable.

L'entrepreneur sera tenu, pour éviter au maximum tout incident, de procéder en temps opportun à toutes vérifications utiles et à l'exécution de tous travaux nécessaires d'exploitation, d'entretien, de réglage et de réparations.

Les obligations de chantier de l'entrepreneur seront celles qu'imposent les usages professionnels dans le bâtiment et dans les installations électriques.

Seront en particulier, à la charge de l'entrepreneur :

- Les mesures de sécurité réglementaires et les frais qu'elles entraîneraient, les frais de protection du chantier.

* L'obligation d'assurer la liberté de passage et d'accès dans les locaux

- La responsabilité de tous vols ou dégradations portant sur le matériel ou les fournitures entreposés sur le domaine public, dans un dépôt ou dans un bâtiment public, quelle que soit la nature de l'autorisation accordée.

* L'obligation d'avoir à tout moment sur le chantier les appareils de contrôle et de mesure appropriés.

- Si nécessaire, l'entrepreneur se mettra en rapport avec les services locaux de l'EDF et fera procéder aux coupures des distributions électriques qui pourraient s'imposer.

* L'entrepreneur devra examiner les lieux et se renseigner complètement sur les travaux nécessaires et sur les sujétions locales

Article 4 - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du marché - Délai d'exécution

Le présent marché prend effet à compter de la date de sa notification et s'achève après l'exécution des prestations. Le présent marché n'est pas reconductible.

4-2-Exécution complémentaire

4-2-1-Décision de poursuivre

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée à la conclusion d'un avenant, ou à une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur, conformément aux articles 139 à 140 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

4-3-Pénalités de retard

Une pénalité journalière de 150 € sera appliquée par jour calendaire de retard par rapport au délai fixé dans le calendrier d'exécution et/ou par l'ordre de service correspondant.

Article 5 - Prix et règlement

5.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au Titulaire et à ses éventuels sous-traitants
- au Titulaire mandataire et à ses cotraitants et leurs éventuels sous-traitants

5.2 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents : conditionnement, stockage, emballage, assurance, fournitures, personnel, manutentions, transports, montage et démontage, élimination des déchets, visites de repérage, frais de déplacement, propriété des boissons non consommées à l'issue de la prestation, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

À l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par le prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où elles s'exécutent, que ces sujétions résultent :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- De phénomènes naturels ;
- De la réalisation simultanée d'autres prestations, ou de toute autre cause.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

5.3 VARIATION DES PRIX

1 – Actualisation du prix

Les prix du présent marché sont fermes pour toute la durée du marché.

Ils sont actualisables si un délai de plus de 3 mois s'écoule entre la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire et la date de début d'exécution des prestations.

Formule d'actualisation :

L'actualisation consiste à remplacer le prix ferme du marché (Po initial) par un nouveau prix ferme (P'o).

L'actualisation est effectuée au moyen de la formule suivante :

$$P'o = P_o \times C$$

Coefficient d'actualisation :

Le coefficient d'actualisation C, à appliquer en une seule fois, est donné par la formule :

$$C = (I_d - 3) / I_o$$

dans laquelle

« I » = indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) (identifiant INSEE : 001565195).

I_o : valeur initiale de l'indice du mois de signature de l'acte d'engagement par le titulaire.

$I_d - 3$: valeur de l'indice du mois de début d'exécution des prestations moins 3 mois.

Les supports de lecture des valeurs de « I » sont les suivants :

Les valeurs des indices sont disponibles sur le site internet de l'INSEE, onglet « base de données », « indices et séries chronologiques », « bulletin statistique » <http://www.indices.insee.fr>

Arrondi :

Pour le coefficient de révision C_n , les calculs intermédiaires se font sans arrondi.

Seul son résultat est arrondi au millième supérieur. Il sera donc arrêté à la troisième décimale après la virgule arrondi au chiffre supérieur.

Ex : lorsque le C_n est de 1,0494, il sera arrondi à 1,050

orsque le C_n est de 1,04901, il sera arrondi à 1,050

3 – Modalités d'application de l'actualisation des prix :

Avant sa première demande de paiement, le titulaire calculera et appliquera le coefficient d'actualisation sur chacun des prix HT. Il transmettra à la commune les nouveaux prix.

Le titulaire devra y joindre :

- Un rappel de la formule de calcul du coefficient d'actualisation mentionnée ci-dessus, les calculs effectués et le coefficient ainsi obtenu,
- L'extraction de la valeur I_o et $I_d - 3$, issue des supports de lecture indiqués ci-dessus.

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article 114 et 115 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le paiement des prestations est réalisé en euros, après service fait, par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées après vérification et admission, en respectant l'article 11 du C.C.A.G/ F.C.S.

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

Conformément à l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le mode de transmission des factures du titulaire sera amené à évoluer durant l'exécution du marché. Il passera ainsi de l'envoi papier (4.4.2.1.1) à l'envoi dématérialisé (4.4.2.1.2).

Page 9 sur 16

La date d'adoption du nouveau mode de transmission est déterminée en fonction de la catégorie d'entreprise à laquelle appartient le titulaire du marché, telle que définie par le décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique. Ainsi, le passage d'un mode à l'autre sera :

- Pour les grandes entreprises et les personnes publiques depuis le 1er janvier 2017 ;
- Pour les entreprises de taille intermédiaire depuis le 1er janvier 2018 ;
- Pour les petites et moyennes entreprises à compter du 1er janvier 2019 ;
- Pour les microentreprises à compter du 1er janvier 2020

Lorsque le titulaire remet au maître d'ouvrage une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement prennent la forme de projets de décompte et comportent les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le détail des prestations exécutées ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC
- le calcul détaillé de la révision appliquée.

Transmissions par voie papier :

Les factures seront envoyées à en deux exemplaires à l'adresse suivante :

Commune de Châteaufort

Mairie de Châteaufort

19, Place St Christophe

78117 Châteaufort

Transmission par voie dématérialisée

Les modalités de transmission des demandes de paiement par voie dématérialisée sont précisées dans le cadre de l'**arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique**, selon lequel l'émetteur aura recours à la plateforme Chorus Portail Pro (https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/).

L'entrepreneur s'engage à respecter les instructions présentes ou modificatives en ce qui concerne la facturation.

A défaut, les factures seront irrecevables et lui seront renvoyées. Le délai réglementaire ne sera ouvert qu'à réception de factures conformes. De même, la répétition excessive d'erreur sur des factures successives entraînera leur rejet systématique sans que le maître d'ouvrage soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités ou réfections imposées avant de l'adresser au maître d'ouvrage.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la personne responsable du marché. Il est notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou complétée.

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

En cas de co-traitance, les paiements seront effectués à un compte commun ouvert par les co-traitants. Ceux-ci seront seuls responsables de la répartition entre eux des montants versés à ce compte, en sorte que l'administration ne pourra, en aucun cas, être inquiétée à cet égard.

Païement direct : la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par l'ensemble des co-traitants, de la somme à payer à chacun d'eux, compte tenu des modalités de paiement prévues.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article 183 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-4-Périodicité des paiements

Les paiements interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

5-5-Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics. Elle est égale à 5,00% du montant initial du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5,00% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues à l'article 111 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00% du montant TTC du marché.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande à hauteur du montant de l'avance prévue à l'article 122 du Code des marchés publics. Cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65,00% est atteint.

5-6-Sûretés

Chaque paiement fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5,00 % dans les conditions prévues aux articles 122, à 124 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Cette sûreté porte sur l'intégralité des prestations objet du marché.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues l'article 123 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché public, de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché public y compris les modifications en cours d'exécution. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues à l'article 124 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

5-9-Pénalités

Des pénalités sont applicables au Titulaire en cas de non-respect des engagements contractuels.

Ces pénalités viennent le cas échéant en diminution du montant à régler au Titulaire

Ces pénalités sont cumulables entre elles de plein droit et sans appel. Elles ne sont pas soumises à la T.V.A.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G. / F.C.S., le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant n'excède pas 300 € H.T. pour l'ensemble du marché.

Dans le cas où le Titulaire manquerait de façon répétée à ses obligations contractuelles, la commune se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du Titulaire dans les conditions fixées à l'article 32 du C.C.A.G. / F.C.S., sans que celui-ci ne puisse prétendre au versement d'aucune indemnité.

Ces pénalités s'entendent par infraction constatée.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G. / F.C.S., le Titulaire pourra subir les pénalités suivantes :

5.9.1. DEFAUT DE SECURITE

- 100€ par infraction constatée de non-respect des règles de sécurité et notamment concernant le montage des structures et des matériels, les branchements électriques.

5.9.2. PENALITES LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Si le Pouvoir adjudicateur est informé par écrit par un agent de contrôle que le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il met en demeure le Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser cette situation.

Le Titulaire ainsi mis en demeure apporte au Pouvoir adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle et peut présenter ses observations ; le Titulaire dispose pour cela d'un délai de quinze jours à compter de la réception de cette mise en demeure du Pouvoir adjudicateur.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans ce délai de quinze jours, le Pouvoir adjudicateur peut :

- Soit infliger au Titulaire les pénalités ci-après décrites :

Une pénalité de 50 € est applicable pour chaque formalité citée à l'article L. 8221-3 ou à l'article L. 8221-5 du Code du travail non acquittée par le titulaire.

Le montant de ces pénalités est, au plus, égal à 10 % du montant du contrat et ne peut excéder celui des

amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

- Soit résilier le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1 Mode d'exécution des travaux

D'une manière générale, l'entrepreneur est le seul responsable des accidents qu'il pourrait occasionner par sa présence sur le terrain ou par l'exécution de ces travaux sur les ouvrages existants.

Il appartient à l'entrepreneur d'exécuter toutes les investigations sur place qu'il jugerait nécessaires quant à la nature des lieux, à la présence de réseaux existants apparents ou non, au dimensionnement des structures, accès, alimentation du chantier en fluides, etc.

Les précisions techniques relatives aux travaux sont détaillées dans le CCTP.

6-2-Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant : Domaine d'Ors, Châteaufort (78117).

Il est fortement recommandé aux candidats de visiter les lieux pour évaluer de leur configuration et de l'importance des travaux, et ne pourront arguer d'une erreur due à la méconnaissance du site. Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

6-3 Domicile de l'entreprise

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la commune de Châteaufort jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

6-4-Intervenants

Coordination Sécurité - Protection de la santé

C2i Immobilier
Monsieur Laurent THOMAS
10 Avenue du Québec,
91140 Villebon-sur-Yvette
01 69 07 32 07

Article 7 – Résiliation- Mesures coercitives- défaillance de l'entreprise

Les stipulations des articles 29 à 36 du C.C.A.G. / F.C.S. sont applicables.

De plus, le marché pourra notamment être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution à ses frais et risques, en cas de mauvaise exécution ou non-exécution des prestations.

Dans l'hypothèse où le Titulaire disparaîtrait par fusion avec une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le Pouvoir adjudicateur des modifications énumérés à l'article 3.4.2 du C.C.A.G. / F.C.S., complétés par l'acte portant la décision de fusion et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 32 du C.C.A.G. / F.C.S.

Article 8 - Redressement ou liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 30.2 du C.C.A.G. / F.C.S., les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Pouvoir adjudicateur par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le Pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le Juge-Commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi. En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai le Juge-Commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'Entreprise.

Article 9 - Litiges et différends

La commune et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation ou à l'exécution du marché.

En cas de litige persistant, à défaut de transaction, les juridictions françaises sont seules compétentes pour régler les litiges.

Article 10 - Dérogations aux documents généraux

Toutes les dispositions du C.C.A.G. / F.C.S. s'appliquent au présent marché sauf stipulation dérogatoire prévue dans les clauses particulières du présent C.C.A.P. et qui se récapitulent comme suit :

Dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. / F.C.S. par l'article 3 du CCAP

Dérogation à l'article 22.3 du C.C.A.G. / F.C.S. par l'article 5.9 du CCAP

Dérogation à l'article 30.2 du C.C.A.G. / F.C.S. par l'article 8 du CCAP

NB. : La mention lu et approuvé doit apparaître au dessus de la signature à la fin de chaque document. Toutes les pages des différents documents, doivent être paraphés, preuve de l'acceptation des termes du contrat, la date et la signature sont obligatoirement originales ; le reste du document peut être une copie faite au préalable.